

# LE ROI DU WHISKEY

## LE SENATEUR M. WILSON

### BANDEAU SUR LES YEUX

A en croire certaines gens nous serions, nous Canadiens, les seuls exportateurs de papier du monde entier. D'où il suit que nous ne saurions payer trop cher, d'après les mêmes gens, le papier que nous utilisons pour nos journaux, attendu que cette marchandise est devenue aussi précieuse que l'or.

Néanmoins le papier est produit par d'autres contrées que le Canada. En 1919 notamment, les cinq principaux pays exportateurs de papier se classaient comme suit: États-Unis, environ 110,000 tonnes; Canada, 85,000 tonnes; Suède, 75,000 tonnes; Finlande, 38,000 tonnes; et Norvège, 35,000 tonnes.

Il n'en reste pas moins que le coût du papier monte avec continuité sur ce continent. On paie le papier américain à l'heure actuelle 6 centins et demi la livre, quand on peut se procurer le papier européen pour la moitié de ce prix.

Quel sera le résultat de cette hausse induite? L'exemple du sucre est là, qui nous le dit assez. On peut raisonnablement s'attendre à un krach formidable qui enviera le prix du papier, un de ces jours, à la moitié de son prix actuel.

Soixante-cinq dollars la tonne, soit trois centins et un quart la livre, serait encore un joli prix pour un article qui se vendait couramment trente-cinq dollars la tonne avant la guerre.

Les "profiteurs" du sucre ont reçu une leçon qui devrait servir aux autres "profiteurs". On raconte que de nouveaux riches, des enrichis de la guerre, ont été lavés dans l'espace l'une quinzaine. Puisque Dieu aveugle ceux qu'il veut perdre, le met-il pas à l'heure actuelle sur les yeux des "profiteurs" du papier le bandeau qui vient de servir pour les "profiteurs" du sucre?

—L'AUTORITE.

### Le bluff Décary

La Commission Administrative de Montréal—serpent à sonnettes dont M. Ernest Décary est la tête, le corps et la queue—annonce que l'augmentation de la propriété foncière pour 1920 est de \$37,239,014, ce qui lui procurera une augmentation de revenus de \$2,000,000.

Réjouissez-vous, contribuables de Montréal, réjouissez-vous d'avoir à votre tête une commission qui avait promis l'économie dans tous les départements!

L'an prochain, la propriété imposable ne subira pas un nouvel assaut sous le rapport de l'évaluation, mais le quantum de la taxe subira une hausse de 10 centins par \$100, soit une nouvelle augmentation de \$627,114, puisque la propriété imposable est présentement évaluée à \$627,114,570. S'il vous plaît de croire que M. Décary trouvera bien le moyen de gonfler ce revenu additionnel jusqu'à un million.

Mais où M. Décary vient nous faire avaler le summum de la chinoiserie, c'est dans les exemptions de taxes. S'il fallait en croire le rapport de la Commission Administrative, la valeur des propriétés exemptes d'impôts n'a été créée cette année que de \$676,612, passant de \$224,513,871 à \$225,190,483.

Chacun sait, pourvu qu'il soit un tant soit peu au courant de ce qui se passe à l'hôtel de ville, chacun sait que depuis 10 ans les magnifiques champs de carottes et de navets dont s'honore la ville de Montréal, comme Constantinople s'honore de ses cimetières, n'ont pas ou presque pas subi d'augmentation, alors que la propriété imposable atteignait civilement avec les années deux ou trois fois sa valeur d'ailleurs.

M. le notaire Ernest Décary essaie—c'est évident—de se concilier de puissantes influences. Sa candidature au poste de gérant-général de la ville de Montréal, de même que celle de son frère, M. Alphonse Décary, C. R., à celui d'avocat en chef de la cité, obligent à des ménagements pour lesquels auront à "cracher" ses bons contribuables.

L'"Autorité" ne croit pas que cet article ait pour effet d'améliorer subitement la situation; mais faudrait-il appliquer mille coups de marteau sur le clou qu'à la fin il finira par s'enfoncer.

FLAMBEAU.

### M. HENRY MILES

Nous avons récemment reçu, à Montréal, la visite de cette Commission du Tarif dans laquelle ne figurait aucun particulier qui parlât notre langue.

Un seul Canadien, — et ce fut un Anglais, M. Henry Miles, député à la Législature, — protesta là contre, dans le "Montreal Pharmaceutical Journal".

Il est député à Québec. Puisse son exemple servir à tant de nos députés qui en ont tant besoin.

G. LARUE.

Personne ne saurait contester au chef de la maison Boivin Wilson ce titre tant discuté

## Pourquoi à Montréal Pourquoi pas à McGill

Le passage dans l'Ouest du sénateur Marcellin Wilson, que l'on désigne là-bas comme le "Roi du Whisky", n'est pas resté inaperçu, au contraire!

Certes, au dire de tous ceux qui s'y connaissent, le sénateur Wilson est, et de beaucoup, le plus gros marchand de whisky du Canada. Il se plaît lui-même à convenir, dans l'intimité, que les autres marchands de liqueurs en gros de Montréal ne sont que des pygmées auprès de lui. N'en conviendrait-il pas, du reste, que le fait est si nettement établi qu'il est indéniable.

On assure même dans certains quartiers que le sénateur Wilson vaut aujourd'hui quinze millions, dont les trois-quarts au moins, chose extraordinaire, ont été accumulés dans la période de prohibition.

Comme quoi il est démontré qu'un négociant habile peut, le cas échéant, tirer le meilleur parti d'une situation détestable. L'activité du sénateur Wilson, d'ailleurs, est inlassable. Nul doute que son voyage de l'Ouest n'ait quelque chose à faire avec les dernières consultations populaires qui viennent d'être tenues sur le commerce des liqueurs.

Le sénateur Wilson est homme, si un contrôle de la vente des liqueurs peut être établi dans l'Ouest, à se l'assurer.

Ici, dans notre province de Québec, l'avenir est incertain. L'hon. M. Taschereau, premier ministre, au banquet à lui offert lundi en l'hôtel Viger, a déclaré sans ambages:

"Il faut donner à notre peuple des vins et bières qui soient potables et d'un titre suffisant pour assurer leur conservation et pour satisfaire les consommateurs, au lieu de les inviter à rechercher quelque chose qui humecte davantage le gosier, quelque chose de plus fort et de trop fort."

Mais l'hon. M. Taschereau ne nous a rien laissé entrevoir sur l'avenir "de ce plus fort et de trop fort".

Quelle nouvelle loi prépare-t-on?

Nous avons une confiance suffisante dans le premier ministre du Québec pour prévoir qu'il saura assurer au peuple une loi juste, équitable, une loi qui inspire à tous le respect de la loi et assure au peuple de la bonne boisson à bon marché.

Certains prêtent au sénateur Wilson, parce qu'il est le "Roi du Whisky", l'ambition de contrôler le commerce de l'eau-de-vie dans le Québec; mais outre que la réalisation de tel but serait souverainement difficile, il y a le "vice-roi du whisky", M. Albéric Gélinas, dont les aptitudes au négoce alcoolique se sont développées, en ces dernières années, jusqu'à obscurcir, dans une grande mesure, la gloire du sénateur Wilson, "roi du whisky".

Ainsi, M. Gélinas (Albérie) contrôle les entrepôts de Mont-

réal, ce qu'le sénateur Wilson (Marcellin) n'a jamais pu faire.

Evidemment, le commerce des liqueurs, s'il était affirmé, à partir du 1er mai 1921, par le gouvernement du Québec à un particulier, rapporterait bien quinze autres beaux millions de plâtres au sénateur Wilson; mais le "vice-roi du whisky", M. Gélinas (Albérie), souffrirait-il que son associé fasse tant d'argent quand lui ne recueillerait que les miettes de la table?

D'autre part, une chose fort possible: c'est que le sénateur Wilson ne désire empêcher tant de millions que par ambition absolue philanthropique.

Il a souscrit \$100,000 à l'Université de Montréal. Ce n'est pas à dire qu'il ait versé cette somme, mais il l'a souscrite. On s'attendait à ce qu'il ferait la même chose pour l'Université McGill; mais vous comprenez qu'on ne peut courir deux lieues à la fois: le sénateur Wilson financier ne devait pas être en même temps universitaire.

Le mérite de notre "Roi du Whisky" est d'autant plus grand qu'il commença par clouer les caisses dans la maison Boivin, qui devait être plus tard la maison Wilson. Enlevons notre chapeau devant ce "self made man".

John D. Rockefeller n'était certes pas plus universitaire que le sénateur Wilson. "Je n'ai pas, aurait-il pu répéter après un Canadien célèbre, usé mon cerveau par les études."

John D. Rockefeller a souscrit un million à l'Université McGill, étrangère à son pays. En ces dernières il a versé des centaines de millions à diverses œuvres patriotiques américaines.

Nous croyons, pour notre part, que le sénateur Wilson, tout en n'y allant pas aussi en grand que Rockefeller, pourrait certes verser une douzaine de millions bien qu'en laissant à ses enfants une "jolie héritage".

Notre confrère le "Matin", dont nous n'approuvons pas toutes les initiatives, a cependant raison lorsqu'il écrit, en parlant de la présente situation actuelle:

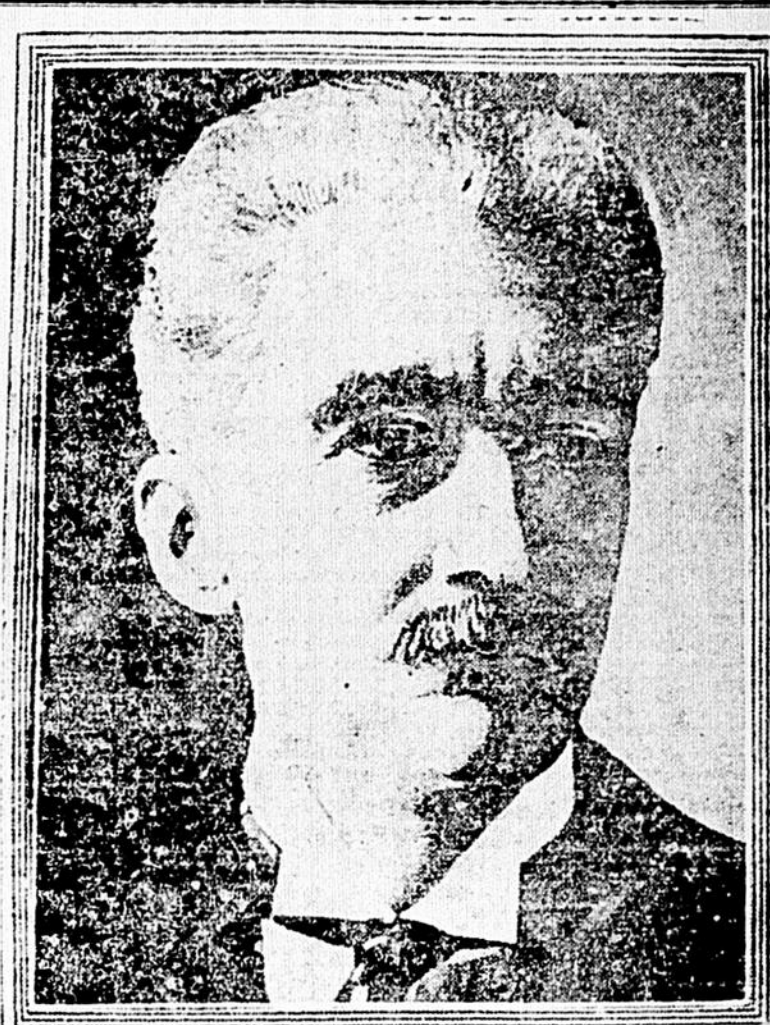
"Est-ce que les millions du sénateur Joseph-Marcellin Wilson ne pourraient pas aider à purger cet intestin embarrassé?"

"Est-ce que les millions de Joseph-Marcellin Wilson ne pourraient pas tuer le microbe empoisonneur en train d'exterminer la race canadienne-française?"

"Est-ce que les millions de Joseph-Marcellin Wilson, enfin, au lieu d'être des millions régénératoires, comme ceux de Rockefeller, continueraient longtemps d'être des millions destructeurs?"

Poser la question, c'est la résoudre.

—L'AUTORITE.



M. PAUL HYMANS, Belge, président de la Société des Nations à Genève.

### Mon fi'm D'ou sort le dentiste Edwards

Le docteur A. H. Edwards, 338, rue Bleury, ayant reçu un compte d'abonnement de "L'Autorité", écrit:

"Ce journal ne peut m'être l'aucune utilité, attendu que je suis incapable de lire le français."

Voilà donc un monsieur qui avoue sous sa signature qu'il ne sait rien de rien de la langue de Molière.

Alors, comment a-t-il reçu son immatriculation, cet arracheur de dents?

La connaissance du français est nécessaire pour l'obtention du brevet. Le docteur Edwards proclame qu'il ignore ce qu'il était tenu de savoir. Qu'il renonce donc à son titre de dentiste: il n'y a pas droit.

### Avis du Consulat général de France

Le Consulat Général de France à Montréal a l'honneur de faire savoir qu'à partir du 15 courant, les bureaux seront ouverts au public: de dix heures à quatre heures, (du lieu de 9 heures à midi, et de 2 heures à 5 heures), et le samedi de neuf heures à une heure, 13-20-27.

ROUMANIE — La disette des vivres à Budapest sera encore plus sérieuse qu'hiver que l'an dernier. Ceux qui en souffriront le plus, ce sont les enfants et les classes moyennes dont les revenus ont généralement fort diminué pendant la guerre, alors que le pouvoir d'achat de l'argent a aussi baissé.

ITALIE — Les socialistes extrémistes, actuellement en session ici, ont décidé de continuer à adhérer à la IIIe Internationale de Moscou. La Conférence a cependant recommandé une interprétation libérale des 21 points proposés par Lénine, comme principes directeurs des organisations alliées à l'Internationale.

est devenu méchant: quand on l'engorge, il se défend.

Clément VAUTEL.

### BLANCHE GARNEAU

UNE VIERGE QU'ON ESSAIE DE FAIRE PASSER POUR LE CONTRAIRE.

(Du corr. reg. de L'"Autorité") Québec, 26.—Des esprits malveillants ont essayé de jeter des sous-entendus hypocrites sur le caractère de Blanche Garneau, cette jeune fille de Québec assassinée par des malandrins.

Le "Franco-Parleur", cet hebdomadaire de Québec qui a entrepris de venger Blanche Garneau, assure que des langues de vipères se sont emparées de ces racontars et les ont propagés afin d'amolir la culpabilité des êtres immondes qui ont martyrisé cette vierge après l'avoir outragée.

Blanche Garneau était une jeune fille exemplaire. Elevée par des parents adroits, elle s'était toujours montrée une fille soumise, respectueuse, studieuse et laborieuse. Bref, une jeune fille accomplie.

Même, elle parlait souvent des communautés religieuses et laissait entrevoir à ses amies qu'il lui plairait d'entrer au couvent, mais ne pouvait se résigner à laisser ses bons parents adroits, qu'elle aimait tant.

La mère adoptive, Mme Baribeau, est devenue d'un état de santé très précaire depuis l'odieux viol. Elle souffre de prostration nerveuse et ne cesse de répéter qu'elle voudrait "voir la face du meurtrier" avant de mourir.

Espérons que son vœu sera exaucé et qu'elle pourra dévisager bientôt les deux monstres qui lui ont ravi son enfant.

Ces deux satyres, dont les noms ou les visages sont familiers à tous les Québécois, à partir du millionnaire de la Grande-Allée jusqu'au maraîcher de Saint-Malo, restent au large.

Blanche Garneau était une vierge, une vraie: après lui avoir enlevé la vie, pourra-t-on lui enlever impunément sa réputation?

### Ces mariages à l'essai

Le maire de Plouguemelen, en Bretagne, a résolu d'inaugurer les "mariages à l'essai".

Il procédait d'une manière fort simple: il esquissait un simulacre de cérémonie et n'enregistrait aucune union sur les registres de l'état civil.

M. le maire avait son idée et une idée superbe:

Lorsque le pot aux roses du maire de Plouguemelen fut découvert, quinze couples avaient déjà été provisoirement unis; mais le Parquet de Lorient a pris la chose au sérieux, car il a entamé des procédures contre ce magistrat qu'on appelle aujourd'hui maire de vaudeville.

—On verra quels couples sont bien associés et lesquels ne le sont pas. Les premiers se marieront pour de bon, les secondes allégeront in-

compatibilité de caractères.

Qui nous dit qu'un jour ce partisan des "mariages à l'essai" n'aura pas sa statue?

Ce genre d'unions devient de plus en plus en vogue. Qui sait s'il ne se généralisera pas.

### Des cornards

A la Bourse, les dégringolades ont succédé aux dégringolades, ces temps derniers, alors que les valeurs ont subi une appréciation d'environ 150 millions de dollars, perte essayée en grande partie par des petits épargnants. C'est un malheur auquel il faut s'attendre de temps en temps et qui devrait servir de leçon à ceux qui ont le goût des aventures financières.

Il est en effet navrant d'avoir à constater qu'aujourd'hui plus que jamais, ce sont les petites gens, celles qui n'ont que de faibles économies, qui n'est-ce pas que voilà de doubles cornards?

### La farce prohibitionniste

M. le Rédacteur, de L'"Autorité",

L'article éditorial de "La Patrie" de samedi dernier sur la prohibition dépasse en cynisme tout ce que j'ai déjà vu. On y parle même d'un ministre de Québec qui dit être sûr que s'il y avait un nouveau référendum la prohibition obtiendrait encore plus de voix que la dernière fois!

Il faut avoir un front de "beur" pour imprimer ça. Il n'y a jamais eu de vote pris sur la prohibition de l'alcool dans la province. Vous qui combattez si bien le bon combat vous devriez, il me semble, insister plus souvent sur ce point: l'escamotage dont le commerce de l'alcool a été l'objet. Le gouvernement fédéral venait de prohiber la fabrication et la vente des boissons alcooliques, comme mesure de guerre. Les gouvernements à Québec, offrent au peuple d'obtenir un compromis pour la bière et les vins légers, si la majorité se prononçait dans ce sens. Naturellement ne pouvant avoir du whiskey on vota "for the next best thing." Maintenant, quoiqu'il y ait longtemps que l'arrêté en conseil qui défendait le commerce de l'alcool fut rescindé l'on parle encore hypocritement du "régime de prohibition mitigé" que s'est donné Québec!

Qu'on fasse donc un référendum honnête une bonne fois. Je compte sur le bon sens de nos Canadiens.

Et vous? Bien cordialement le vôtre

A. LAMOREUX.

### A propos d'un hopital français

Les hôpitaux de Montréal, secondant en cela la générosité des Canadiens-Français, ont toujours montré une grande sympathie pour les indigents de la colonie française de cette ville. A l'hôpital Victoria, à l'hôpital Notre-Dame, à l'hôpital Général, à l'hôpital Français, à l'hospice Gamelin, à l'hôtel-Dieu, chez les petites sœurs des pauvres, les portes ne sont jamais restées fermées devant la misère des enfants de France.

Pendant la guerre les enfants et les femmes des Français mobilisés ont pu même titre que les nôtres. Quand le public a été sollicité, 5 années durant, de faire des dons pour les malades indigents de la colonie française de Montréal, il ne s'est pas demandé si l'Union Nationale Française était la seule société française qui avait officiellement la charge de ces pauvres et de ces indigents.

Pourquoi M. Marcel De Verneuil, consul de France et parlant apparemment au nom de son gouvernement, vient-il aujourd'hui, dans un communiqué aux journaux, essayer de tarir ou de polluer la source de la charité des nôtres envers les siens et ne reconnaître qu'une charité apostillée par lui ou ce qui revient au même par l'Union Nationale Française, laquelle pendant la guerre, alors que les nôtres versaient leur sang pour la France et que là-bas régnait l'union sacrée, a donné l'exemple ici des plus mesquines querelles intestines au point qu'on l'appelait le plus souvent la Désunion nationale française?

"L'Autorité", qui compte tant d'amis parmi la population de cette ville, ne manquera pas, soyons-en sûrs, de signaler la conduite plus qu'ingratitude et inexplicable de M. de Verneuil au ministre des Affaires étrangères de Paris. En attendant, ce communiqué du Consul de France vient à son honneur pour dessiller les yeux de beaucoup de gens.



La disparition de cette demoiselle de 18 ans, de Passaic, N. J., a malheureusement coïncidé avec celle d'un révérend père de 8 enfants.

ARRETEZ CE RHUME AVEC DU

## BAUME Bengué

Très efficace dans les rhumes et les affections catarrhales du nez et de la gorge.

MEFIEZ-VOUS DES CONTREFAÇONS

Un Dollar le Tube

THE LEEING MILES CO., LIMITED

MONTREAL

Agents du Dr Jules Bengué

Soulage la douleur



## Pas de prohibition absolue, mais...

Un régime qui réponde au tempérament et au désir du peuple de la Province

Nous cautions comme autant de fruits à point — ces passages du discours prononcé par l'honorable M. Taschereau, à l'hôtel Viger, lundi soir.

### INSTRUCTION PUBLIQUE

Nous avons fait de l'instruction publique le premier article de notre programme, suivant en cela le programme que s'était tracé mon prédécesseur, sir Lomer Gouin. Prenons d'abord l'enseignement supérieur qui est appelé à jouer un rôle prépondérant dans notre vie nationale et économique. Au million de l'université de Montréal, nous avons ajouté un autre million pour Laval de Québec, et ces jours derniers, par exemple, nous avons promis à l'université anglaise de Québec, de McGill au nom de la législature française et catholique de Québec, \$3,000,000 pour nos universités. Il n'y a que quelques années cet énorme montant eût épouvanté nos gouvernants. Mais Québec, a compris la mission de nos universités, et comment elles sont la cheville ouvrière de nos progrès matériels et intellectuels. Le gouvernement, je vous le promets, ne se laissera pas devancer par les provinces-sœurs dans le domaine de l'instruction publique. Il faut et il faut pour vous des sacrifices considérables, mais je ne sache pas que le peuple québécois, au contraire, le roi général aujourd'hui n'est-il pas? faisons mieux et faisons davantage?

J'ajouterais que la générosité du gouvernement envers les universités ne peut et ne doit pas qu'être à la petite école à celle où les fils de l'ouvrier et du cultivateur vont puiser les connaissances qui leur permettent d'améliorer leur sort et de mieux servir leur pays. Nos écoles aux universités sont souvent une erreur funeste. Je devrais, nous empêcher de répondre aux besoins pressants de nos écoles primaires et rurales. J'estime plutôt qu'il nous fournissent un argument en faveur de la petite école. Je dirai même à nos universités anglaises et protestantes, dont les écoles, nous les précéderons à trop d'endroits, que le million donné à la riche université McGill n'a ni ruiné la province, ni arrêté sa prospérité. Pour ce qui est de l'éducation du peuple, nous avons donc commencé de tenir sérieusement nos engagements. Passons à la colonisation.

### REGLEMENTATION DE LA VENTE DE L'ALCOOL

Il est, en cet instant, une question qui passionne l'opinion publique dans notre province. Si je l'aborde sans crainte ce soir, ce n'est pas que je ne sois pas conscient de toutes les difficultés qu'elle présente, mais j'ai pour principe que les hommes publics ne doivent jamais craindre de faire face aux problèmes qu'ils ont à résoudre. Quand il n'y aurait que l'immense divergence de vues sur ce problème de l'alcool, les luttes ardentes qu'il souleva, entre ceux qui, à la bonne foi, les médecins, les économistes, et même les théologiens sont souvent aux antipodes l'un de l'autre, c'en serait assez pour démontrer la lourde responsabilité pesant sur les épaules des législateurs qui ont à donner à leur pays un régime qui puisse, non pas concilier les intérêts divers, mais qui soit en lui-même le plus moral et le mieux adapté au caractère de notre population.

Les uns soutiennent que la prohibition a fait ses preuves, qu'elle est aujourd'hui acceptée par la grande majorité de la population du continent américain. Le Canada, moins deux de ses provinces, Québec et la Colombie-Britannique, l'a inscrite dans ses statuts. Ils ajoutent que, à côté de la prohibition rigide, la criminalité diminue, le travail se fait mieux, l'épargne augmente, la vie de famille est plus heureuse.

Mais les adversaires de la prohibition, et des hommes aussi droits et aussi éclairés, vous répondent qu'elle est un attentat à la liberté, que l'homme a de plus cher; sa liberté, qu'elle n'est qu'un leurre; qu'elle est insupportable; qu'elle donne naissance à un commerce clandestin et illicite qui ruine la santé du peuple et lui apprend à mépriser les lois.

Comment trouver la vérité en tout cela?

Pour solutionner un problème aussi difficile et aussi complexe, les législateurs n'ont d'autres ressources, selon moi, que de chercher à donner au peuple de notre province le régime qu'il veut et qui répond le mieux à son tempérament.

Dirai-je d'abord que nous avons tout essayé. Les licences, le grana, nombre et leur diminution graduelle; le bar très répandu, puis subitement réduit à un chiffre beaucoup moindre et soumis à mille restrictions; plus tard, la loi Scott, et la défense de vendre de l'alcool, si ce n'est pour des fins médicales, industrielles et sacramentelles; finalement, le régime du vin et de la bière qui, grâce à une certaine licence et non pas aux licences, a fait de notre province une véritable oasis dans le désert de l'Amérique du Nord.

Tous ces régimes ont-ils fait faillite? Les opinions sont partagées. J'ai posé en principe que le devoir des gouvernants est de donner au peuple le régime qu'il désire et qui lui convient. Sous ce rapport, nous avons des jalons pour nous diriger. En 1919, par une majorité écrasante, le peuple a voulu la vente des vins et de la bière. J'estime que nous devons en conséquence maintenir ce régime. Et j'ajouterais que si, comme beaucoup de voix autorisées l'enseignent, ces brevages sont l'ennemi des alcools fortement titrés, il faut donner à notre peuple des vins et de la bière qui soient possibles et d'un titre suffisant pour assurer leur conservation et pour satisfaire les consommateurs au lieu de les inviter à rechercher quelque chose qui humecte davantage le gosier, quelque chose de plus fort et de trop fort.

Tout le monde est d'accord pour soutenir que le bar, s'il est réglé dans sa forme, et si n'est pratiquement personne de désintéressé qui parle de la réouverture. Que le bar donne donc en paix et pour longtemps.

Le régime actuel a donné lieu à beaucoup d'abus et n'a pas réalisé nos espérances. Je l'avoue en toute franchise et en l'honneur de chacun sa responsabilité. Un des principaux obstacles à son bon fonctionnement réside peut-être dans le double système auquel la province est soumise: le nôtre et celui de la loi Scott à Québec. La loi Scott a été une source de dépenses énormes pour le département du revenu; des dispositions très anciennes ouvrent les portes toutes grandes au commerce de l'alcool dans la province.

### INTOLÉRABLE ET FUNESTE?

Donnons-nous donc la main pour faire cesser les divisions intestines qui ont causé tant de mal à la ville de Montréal, et faisons en sorte qu'elle réponde aux espérances que toute notre population a mises en elle.

### QUEBEC EN FONCTION DE LA CONFEDERATION

Si notre métropole doit jouer un grand rôle dans notre province, notre province à son tour est appelée à jouer un rôle important au sein de la Confédération. Il me semble que ce rôle se dessine d'une manière plus lumineuse tous les jours. L'ouest grandit et se développe, mais son contact trop intime avec la grande république voisine, les relations commerciales qu'il y entretient, le réseau de chemins de fer par lequel il s'y relie, la population cosmopolite qu'il y plante en son sol, nous font nous demander parfois de quel côté se tourneront les regards de ceux qui habitent cette lointaine région, quand ils scrutent l'horizon et interrogent l'avenir. Un jour, l'ouest nous fera face, et nous aurons devant nous le flot d'immigrants que notre paternel gouvernement d'Ontario a déversé si généreusement à nos frais, débordant les vieilles provinces. Nous savons que ses traditions, ses aspirations, ses besoins commencent à nous envahir, et nous les voyons. Peut-être à ce moment-là, certaine province-sœur, plus rapprochée de nous au point de vue géographique, mais aussi éloignée quant à la communauté de sentiments et d'idées, éprouvera le besoin de se rallier à nous pour mieux résister à l'américanisation. On comprendra probablement alors la force économique d'un peuple qui ne s'est pas laissé assimiler ni absorber et qui, toujours loyal envers l'empire britannique, a cependant conservé intact ce qu'il y a de meilleur en lui, l'âme des nations comme au cœur des individus, assure la pérennité de la race.

La Confédération ne peut durer sans Québec; mais la considère également nécessaire à la vie et au développement de notre province. Il y a à cet égard un précédent dans notre législation: une motion invitait Québec à sortir de la Confédération. Notre députation fut alors unanime à rejeter cette motion. Pour empêcher que ce mouvement ne renaisse et ne reprenne l'ancien projet d'union, il faut que les autorités fédérales cessent d'ignorer et l'esprit qui a inspiré la Confédération et les conditions qui ont présidé à son développement et

qu'il ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité. Mais voyez tout de suite le résultat: d'autres provinces dont quelques-unes malheureusement à moitié ruinées, où les moratoriums ont succédé aux endossements d'obligations de chemins de fer, acceptent de se joindre à nous. Et la part que les provinces ont prise dans le développement de notre argent, puisque Québec contribue 25 pour cent du revenu fédéral. Notre argent servira aux au-

trous nous demanderont: pourquoi ne refusez-vous pas ces deux faits à la façon de Gédéon? Il faut que le fédéralisme ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit une réalité.







## CABLOGRAMMES

## L'Empereur arrive

Strasbourg, 26. — L'Allemagne se pique d'être en république. On pourrait donc croire que l'école allemande s'applique à former les enfants qu'on lui confie d'après les principes républicains. Plutôt! J'ai sous les yeux le livre de lecture, vu, lu et approuvé par le Kollegium provincial et royal de Colbance pour les écoles primaires des départements d'Aix-la-Chapelle, Cologne et Trèves. Le livre porte bien la date de 1920, mais le Kollegium se dit encore... royal. Et avec cela l'Allemagne est en république depuis deux ans, n'est-ce pas? Je tiens à préciser. Les deux auteurs de ce livre de lecture ont nom Gabriel et Supprian. Ils ont écrit leur livre non point avant, mais après ce qu'on appelle si pittoresquement la révolution allemande. Feuilletons-le. Voici, tout au début, l'histoire de saint Boniface; mais les auteurs ne s'attendent pas aux hauts faits de ce saint homme. Deux pages plus loin, on tombe en plein dans la famille des Hohenzollern, mais là on a une visible satisfaction. Toute la maison y passe. Voici le grand-électeur Frédéric Guillaume Ier, Frédéric II, Guillaume Ier et, bien entendu, Wilhelm II. Le livre est bourré d'anecdotes pleurichardes sur l'enfance de l'actuel sire d'Allemagne. Une page est consacrée à son avènement. L'hymne national boche qui débute par ces mots: "Gloire à toi, vainqueur lauré" est imprimé au grand complet et, pour la bonne bouche, il y a une page finale intitulée: *Der Kaiser kommt* (l'empereur arrive).

Pas un mot sur la guerre perdue, pas une ligne sur la fuite du "vainqueur lauré" en Hollande. J'ignore si l'écolier allemand, après avoir lu toute cette prose impériale, est tenté de s'écrier: "Voilà pourquoi je suis républicain". J'en doute.

## Succession d'impératrice

Londres, 26. — Le testament de l'ex-impératrice Eugénie ne serait, dit-on, pas encore ouvert.

On attendait pour cela la rentrée des tribunaux anglais. L'ex-souveraine laisserait sa résidence de Farnborough au prince Victor-Napoléon avec l'obligation de la conserver dans son état actuel et d'interdire de l'aliéner. Le fils du prince Victor hériterait des propriétés situées aux environs de Bologne, estimées à plus de 10 millions.

Ces magnifiques domaines proviennent de la princesse Elisa Baciocchi, sœur de Napoléon. La sœur du jeune prince se voit attribuer les propriétés de Paris, comportant plusieurs immeubles de rapport. Les revenus de ces biens devront tous être capitalisés sur la tête des deux enfants jusqu'à leur majorité.

Le duc d'Albe se voit léguer tous les biens situés en Espagne, dont la valeur dépasserait 10 millions. Les fonds déposés dans les banques par l'ex-impératrice sont également partagés entre la famille d'Albe et le prince Napoléon, à charge pour ce dernier de pourvoir aux pensions servies par le souverain aux anciens serviteurs de l'empire. On évalue à 50 millions l'ensemble de la succession sur laquelle le fisc prélèvera presque la moitié.

## La cathédrale de Rheims

Londres, 26. — Une réunion ayant pour objet d'aider à la constitution du "fonds de l'empire britannique" pour la restauration de la cathédrale de Rheims a eu lieu aujourd'hui à Mansion House, sous la présidence du lord-maire. Le duc de Portland, président du "fonds", a fait appel au monde entier pour que le noble monument, la renommée historique, soit restauré.

Au début de la réunion, le duc de Portland a lu une lettre de la reine Alexandra, dans laquelle la reine-mère dit: "Je ne peux pas concevoir de plus bel objectif que la restauration de la magnifique cathédrale qui a souffert de façon si terrible pendant la guerre, non seulement en commémoration durable de ceux qui ont si noblement donné leur vie, mais aussi comme preuve des liens d'affection qui lient notre pays à la grande république française."

"J'ai la plus grande confiance que l'appel de fonds recevra une réponse digne du peuple britannique."

Des lettres de M. Millerand et du maréchal Foch ont été lues aussi par le duc de Portland. Dans celle du président on lit cette phrase:

"Je suis heureux, comme tous mes compatriotes, de voir dans cette œuvre fraternelle une consécration nouvelle de la profonde amitié qui unit la Grande-Bretagne et la France."

La réunion a voté à l'unanimité une motion disant: "Tous ceux qui ont à cœur les meilleurs intérêts de la France et de la Grande-Bretagne doivent appuyer chèrement le mouvement mondial pour la restauration de la cathédrale de Rheims comme un acte commémoratif des alliés tombés sur le champ de bataille et comme un hommage à la France."

## Incartades de Guillaume

Berlin, 26. — De vifs incidents se sont produits à la séance du Reichstag. M. Scheidemann, socialiste majoritaire, a attaqué violemment le chef d'état-major général von Seeckt, qu'il a accusé de méditer "un coup à sa façon dont la gravité laisserait loin derrière elle les incartades de Guillaume II".

Interrompu par les cris des députés de la droite, l'orateur a néanmoins poursuivi son réquisitoire, déclarant que le désarmement n'était pas opéré selon les stipulations du traité et qu'on avait découvert à Potsdam seulement 900 mitrailleuses et plusieurs milliers de fusils qui avaient été cachés par la reichswehr.

Cette déclaration provoque un grand tumulte. Les nationalistes, criant à la trahison, veulent se ruer sur l'orateur. Mais M. Scheidemann leur tient tête.

Le ministre de la guerre, M. Gessler, répond en faisant un éloge dithyrambique du général von Seeckt. Mais ses explications sont accueillies par le silence du centre et de la gauche.

## La Bohème, terre d'asile

Berlin, 26. — Un député allemand vient de déposer au Reichstag un projet de loi sur le droit d'asile. Qui ce projet vise-t-il et qui veut-on protéger par là?

En premier lieu, il s'intéresse à la France, car il est destiné à sauvegarder les révolutionnaires tunisiens, algériens et marocains qui sont établis à Berlin et officieusement encouragés.

En second lieu, il s'agit de donner une garantie aux anciens membres du comité Union et Progrès, réfugiés en Allemagne, d'où ils dirigent la campagne des nationalistes turcs.

Enfin on veut protéger les révolutionnaires indiens, persans et afghans qui, de Berlin, tentent de préparer la révolution soviétique en Orient contre l'Angleterre.

En outre, la loi vise à procurer une retraite sûre aux révolutionnaires du monde entier en rapport avec les bolcheviks russes.

## Fourmure de locomotives

Berlin, 26. — La presse allemande annonce que les négociations qui avaient lieu depuis plusieurs mois pour la fourniture aux bolcheviks d'une grande quantité de locomotives sont sur le point d'aboutir. En fait, les contrats sont terminés et il ne reste plus qu'à échanger les signatures finales.

Il s'agit de la livraison de six mille locomotives, d'une valeur totale de 6500 millions de marks or, c'est-à-dire, au cours actuel, de plusieurs milliards.

En revanche, les soviets livraient à l'Allemagne certaines matières premières et des vivres dont spécification a déjà été remise aux autorités allemandes. En outre, les usines allemandes fourniraient à la Russie un certain nombre de turbines.

Les soviets de Moscou ont déposé les 600 millions d'or nécessaires au paiement de ces commandes dans deux grandes banques, où des crédits ont été ouverts aux Allemands pour

## LENINE

Ce qu'est cet huluherlu

Lénine!

Il n'y a pas de nom qui intrigue plus le monde entier, à l'heure actuelle, que celui de l'autocrate de toutes les Russies, successeur "indirect" de Nicolas II, mais beaucoup plus sanguinaire et tyrannique que son devancier dans sa rage de se maintenir au pouvoir.

Le baron Boris Nolde, ex-professeur de droit à l'Université de Pétersbourg, dans un livre intitulé: "Le Règne de Lénine", l'un des meilleurs parmi les nombreux ouvrages récemment parus sur le pontif du bolchévisme, nous signale une à une les étapes parcourues par Lénine jusqu'à son accession au pouvoir:

"Dans la Russie de l'ancien régime, la tradition voulait que les étudiants des universités fussent plus ou moins 'révolutionnaires'. Depuis le commencement du règne d'Alexandre II, des générations d'étudiants se succédaient aux universités qui fondaient leur activité révolutionnaire sur des aspirations vagues de socialisme."

Longtemps l'on s'attacha à une doctrine autochtone, créée par Alexandre Herzen, et qui visait au perfectionnement et à la généralisation de l'ancien communisme agraire des paysans russes, connu à l'étranger sous le nom de "Mir".

Mais le mouvement socialiste russe changea radicalement d'aspect vers 1895. Un groupe d'étudiants se déclara émancipé du nationalisme de la tradition socialiste russe. Il pensait que le développement économique de la Russie ne pouvait suivre un autre cours que celui des pays occidentaux, et que, par conséquent, il était temps d'accepter intégralement les idées de Karl Marx sur l'évolution socialiste. C'est à ce moment et précisément sous le drapeau du marxisme international que les bolcheviks apparaissent sur la scène historique russe. Lénine est un des chefs les plus en vue du "marxisme" russe naissant, à côté de Pierre Struve, actuellement un des représentants les plus en vue et les plus ardents du mouvement antibolchéviste, et de beaucoup d'autres."

"La part très active que prirent au mouvement, dès ses débuts, plusieurs étudiants intellectuels, représentants de l'élément de la population russe qui a le plus souffert sous l'autocratie et qui, à juste titre, devait haïr l'ancien régime, accentua le caractère aigu et vindicatif de la lutte entreprise qui, autrement, aurait été peut-être moins violente."

"Le groupe des 'social-démocrates' russes de la première heure, noyau du futur bolchévisme, était peu nombreux, mais toujours très actif. La bataille engagée sur le terrain des idées prit assez vite le caractère d'une propagande active dans les milieux ouvriers. La police de l'ancien régime sévit, et Lénine et la majorité des autres membres du groupe furent envoyés en Sibérie. Mais, sous l'ancien régime, un révolutionnaire s'évadait facilement à l'étranger, la peine de mort était rarement appliquée; la honte d'en avoir fait une arme politique journalière retombait entièrement sur les bolcheviks. Or, après 1900, tous les membres du groupe des social-démocrates russes se trouvèrent à l'étranger. L'atmosphère ambiante d'un exode politique est toujours et partout la même. Une lutte acharnée à l'intérieur du groupe des réfugiés ne manqua pas de se produire, et c'est au cours de cette lutte que Lénine arriva à former un petit noyau d'adeptes fervents, qui, sous le nom de 'bolcheviks', constituèrent la gauche de la social-démocratie militante."

"Retournée en Russie après la proclamation de la constitution et l'amnistie de 1905, les membres de la petite équipe social-démocrate se jetèrent dans la mêlée, et plusieurs d'entre eux y jouèrent un rôle assez marquant. Trotsky, pour ne citer qu'un exemple, était vice-président du Conseil (Soviet) des ouvriers qui fonctionnait à Pétersbourg lors de la grève générale qui amena l'octroi du manifeste constitutionnel du 17 (30) octobre. La tournure générale des événements de la première révolution se termina par l'établissement d'un régime monarchique et constitutionnel censitaire, n'était pas faite pour permettre au groupe de prendre une influence immédiate."

"Au cours des années qui suivirent la crise de 1904-1906, l'opinion publique russe, sauf, peut-être, un milieu très restreint d'adeptes de la nouvelle école, ne s'intéressait nullement à ce qui se passait dans les petits centres social-démocrates. Ce n'est qu'en 1917 que le nom de Lénine devint familier en Russie. Les membres social-démocrates de la 'Douma' ne faisaient pas d'exception."

"La loi électorale était telle

## Une dame de Toronto ne pesait plus que 90 livres

Elle prend du Tania et maintenant elle pèse cent vingt-cinq livres. — "Ma reconnaissance est infinie", dit-elle.

"Je pesais quatre-vingt-dix livres autrefois et grâce au Tania j'en pèse aujourd'hui cent vingt-cinq. C'est-à-dire que, d'un simple coup de Tania, j'ai gagné trente-cinq livres. C'est pour moi une reconnaissance infinie. Ainsi s'exprime Madame Lydia Pickup, domiciliée à Toronto, Ramsay Lane, No 12, au cours d'une conversation où elle racontait son retour à la santé."

"Testament me faisais tellement souffrir depuis trois ans, que la vie n'était plus pour moi que peines et misères. J'avais perdu complètement l'appétit et le peu que je prenais ne me réussissait pas. Des gaz se formaient et des douleurs d'estomac. A midi, j'étais fatiguée, me persécutant pendant des heures. Ces gaz me donnaient des palpitations de cœur et me causaient une sensation d'étouffement très pénible."

"Je ne dormais presque plus et le matin me trouvais plus fatiguée, plus

épuisée que la veille. J'avais peur de marcher seule dans la rue, car il me prenait tout à coup des étourdissements, pendant lesquels je devais m'accrocher à quelque chose pour ne pas tomber. La tête me faisait souvent si mal que je pensais qu'elle allait éclater."

"Je pris tous les remèdes imaginables, mais aucun ne me procura un soulagement appréciable. Je me sentais tellement fatiguée que je n'avais plus l'air d'avoir été faite pour une autre. J'étais si faible que je pouvais à peine me traîner. Un jour, je lus une attestation sur le Tania et je décidai d'en faire l'essai. Je dois dire de suite que c'est le plus étonnant médicament qu'il m'ait été donné de prendre."

"J'en ai pris six bouteilles jusqu'ici. L'appétit m'est revenu et je mange de tout ce que je veux, autant que j'en veux et à tous les repas, sans jamais être incommodée par la digestion. Les étourdissements sont une chose du passé. Je dors comme un enfant et je me lève le matin forte et bien portante. Je me porte tout à fait bien, grâce au Tania dont je ne pourrais jamais assez faire l'éloge."

Le Tania est en vente dans chaque ville aux meilleures pharmacies.

que les élections ouvrières tombaient nécessairement sur des hommes de peu de culture, tout à fait insignifiants et souvent suspects; il suffit de dire qu'un des plus intelligents d'entre les social-démocrates du Parlement était un provocateur à la solde du département de la police. Mais si la première révolution russe ne constituait pas de date marquée dans l'histoire extérieure de la social-démocratie russe, elle fut une étape de toute première importance dans son évolution intérieure. Il faut remonter à cette époque pour comprendre comment s'est formé le bolchévisme russe et à quoi tient sa victoire de 1917.

"Lénine suivait de près le développement de la crise de 1905. Il discerna combien les masses russes, si paisibles en apparence, cachaient des éléments incendiaires. Il comprit que, si certaines éventualités se produisaient, il suffirait de la moindre étincelle pour mettre le feu à toute la campagne politique et sociale du pays. Et non seulement il ne se trompait pas dans sa diagnose, mais, avec une ténacité et une logique qui lui sont propres, il sut régler toute son activité sur ses observations de 1905-1906."

"Certes, la grande révolution agraire de l'avenir qui se dessinait à ses yeux ressemblait très peu à la révolution sociale, telle qu'elle apparaissait dans la doctrine de Marx."

"Mais Lénine n'était pas homme à s'embarrasser d'objections doctrinales, et, tout en cherchant à défendre son programme, en se servant de la logique marxiste, il régla sans scrupules sa ligne politique sur la possibilité de provoquer une révolte des masses paysannes russes."

Après une étude de la question agraire en Russie, le baron Nolde continue:

"Un autre renseignement que Lénine tira de la crise de 1905-1906 fut la notion très nette du danger que présentait, pour toute société moderne, une grande guerre."

"La première révolution russe était issue du conflit avec le Japon. Sa répercussion sur la situation intérieure de la Russie fut considérable. Aucune préoccupation d'ordre nationale ou patriotique n'existait pour Lénine et, déjà, en 1905, il ne voyait dans la guerre qu'une rixe entre 'nationalistes' de différentes nationalités, bonne seulement à amener une 'situation révolutionnaire', d'après son expression."

"La doctrine qu'il prêchait était simple. A l'aide d'un livre très connu de Hilferding sur le 'Capital Financier', il développait l'idée que l'impérialisme était l'expression archi-moderne du capitalisme et que la guerre en Europe serait le signal que l'heure était venue de commencer une lutte de vie et de mort contre la société moderne."

"Quand la guerre mondiale éclata, Lénine fut, parmi les chefs 'socialistes' de l'Europe, le premier à lancer un programme révolutionnaire absolu. Il joua un rôle de premier plan aux réunions de Zimmerwald et de Kienthal, qui eurent d'ailleurs peu de retentissement et un succès très médiocre. La revue, rédigée en russe, qu'il faisait paraître en Suisse, était pleine d'après-pensées à l'adresse des socialistes 'bourgeois' patriotes, et proclamait sans réserves qu'il était temps de déchainer la guerre civile dans tous les pays."

"Je ne sais si la voix de Lénine trouvait de l'écho en Europe, mais je puis affirmer qu'en Russie, personne, sauf peut-être quelques initiés du bolchévisme, et quelques fonctionnaires du département de la guerre mondiale, la moindre Lénine arrivait au pouvoir idée de ce qu'était Lénine et de avec la ferme volonté d'appliquer immédiatement les deux

revue suisse. La seule et grande préoccupation de la Russie était la guerre."

"Le gouvernement était peu populaire, sauf, peut-être, quelques exceptions, mais on lui faisait grâce de beaucoup de méfaits, du moment qu'il conduisait la guerre. Le moral des troupes en était heureusement influencé. Les premiers contingents de l'armée, ceux qui périrent, étaient excellents."

"Cet état de choses subit une transformation radicale au cours de la guerre. Je signalerai les étapes les plus importantes. La grande retraite de Pologne et de Galicie de l'été de 1915, nécessitée par le manque de munitions, amena la première crise. On crut avec beaucoup de raison que le gouvernement n'était pas à la hauteur de la tâche que lui imposaient les événements, que sa politique réactionnaire semait la discorde à l'intérieur, que l'intervention énergique des éléments extra-gouvernementaux était absolument nécessaire pour sauver le pays d'une défaite."

"Il était naturel que la chute du tzarisme, due à cette atmosphère morale et aussi aux fautes de l'empereur et de l'impératrice Alexandra, fut envisagée par l'opinion publique comme ouvrant la porte à la victoire. Mais les premières semaines qui suivirent le coup d'Etat prouvèrent à tous les esprits avisés que cet espoir était complètement illusoire. Le nouveau régime qui devait conduire à la victoire acheva la Russie vers la défaite."

"Lénine était à l'étranger quand la révolution éclata. Il attendait son heure. Toutes ses prévisions de 1905 et de 1914 paraissaient se réaliser et, quand il entra en Russie, quelques semaines après la chute de la monarchie, il pouvait se dire que la 'situation révolutionnaire' qu'il attendait existait de fait."

"Il n'avait pas de parti, au sens propre du mot; il disposait seulement d'un petit groupe de fidèles. Mais ce petit noyau grossit très vite. Encouragés par la faiblesse et les défaillances du gouvernement de Kerensky, tous ceux qui sous le nom de libéraux visaient à l'anarchie, se groupèrent autour de Lénine et de son drapier de la révolution sociale."

"Lénine comprit qu'il importait, pour mettre à exécution son plan politique depuis longtemps arrêté, de s'assurer en tout premier lieu du concours des soldats. La propagande acharnée à laquelle les bolcheviks avaient soumis la garnison de Pétersbourg leur valut leurs premiers adeptes, un cadre d'individus de la pire espèce, 'profiteurs', révolutionnaires sans foi ni loi. Aussitôt que, grâce au concours de ces éléments louches et criminels, la garnison de Pétersbourg parut suffisamment désorganisée, Lénine donna le 25 octobre 1917 le signal du coup d'Etat."

"Ce coup d'Etat de Pétersbourg ébranla le pays entier. Les '25 octobre' se multiplièrent dans toutes les villes, grandes et petites, de la Russie."

"Une certaine partie des ouvriers des villes prit part au 'pronunciamento' militaire des bolcheviks; on trouve dans toutes les villes du monde un élément toujours prêt à se jeter dans une révolution, quelle qu'elle soit. Mais les ouvriers ne jouèrent qu'un rôle secondaire dans la préparation et l'exécution du coup d'Etat du 25 octobre."

"Les autres éléments du pays restaient neutres ou franchement hostiles: les classes cultivées haïssaient le bolchévisme, les paysans le connaissaient très peu et les armées du front n'étaient pas encore définitivement contaminées."

"Un coup d'Etat n'est pas encore une révolution. Si le 'pronunciamento' bolchéviste y a finalement abouti, c'est que la guerre mondiale, la moindre Lénine arrivait au pouvoir idée de ce qu'était Lénine et de avec la ferme volonté d'appliquer immédiatement les deux



## THEATRE NATIONAL FRANÇAIS

Semaine commençant lundi, le 29 novembre 1920.

Pour la semaine prochaine, la Direction du Théâtre National Français a bien voulu, sur demande pressante de sa distinguée et honorable clientèle, remettre à l'affiche "Les Dopés", pièce en 5 actes de M. Paul Gury, et ce pour la deuxième semaine.

Cette pièce est montée avec le plus grand déploiement de luxe. L'auteur lui-même y tient le rôle principal, qu'il rend à merveille et avec le brio qu'il lui connaît.

Les autres artistes qui le secondent sont tous très bien et vivent leur personnage.

Le corps de ballet composé de gracieuses et jolies jeunes filles exécute des danses merveilleuses et intéressantes devant le public. De même, n'est-il de MM. André Descazes dans la "Chanson des Dopés" et de M. Albert Derblat dans la "Danse des Dopés".

La mise en scène et les décors sont de toute beauté. Les effets de lumière électrique admirables.

Cette pièce et le tout méritent certes que le public s'empresse de l'aller voir et entendre. Le tout est gai, plaisant et nous réjouit.

Pour dimanche, le 28 novembre, demain, la troupe du National interprète deux charmantes comédies qui certainement plairont à toutes les personnes qui se rendront au Théâtre National dimanche, en matinée et en soirée.

Lune, "Il ou Elle", en un acte, de André Mouëssy Eon, jouée par MM. Maurice Castel, Descazes, Sargel, Mmes M. Doyodol et Berthe Renout. L'autre, "Le Coup de Minuit", aussi en un acte, de Hughes Delorme et Francis Gully, par MM. Delcroix, Mallet, Mmes Mercedes Barthus et Simone Robertval.

Musiques nouvelles de chant par MM. Maurice Castel et M. Sargel. Vues de luxe: Tom Mix dans "The Speed Maniac", en six parties, et une décapitante comédie intitulée "Am I Dreaming" avec Carter De Haven. De délicieux airs nous sont donnés par l'orchestre sous la direction de M. A. Desroches.

ULTIMATUM A LA WESTERN UNION

Washington. — Dans une communication publiée hier, le département d'Etat menace la Western Union de révoquer son autorisation de poser des câbles aux Etats-Unis si cette compagnie n'accorde pas au gouvernement américain les mêmes privilèges qu'elle accorde aux gouvernements étrangers pour la transmission des câblogrammes.

points essentiels de son programme: appel aux forces latentes de sédition de la masse paysanne et transformation de la guerre internationale en une guerre de classes."

HEUREUSE FEMME

Mme Charlotte King Palmer, une femme qui a été assez fortunée pour se faire voir \$300,000 de bijoux.

CONTRAT DE LA MALLE

DES SOUMISSIONS CACHETÉES, adressées au Ministère des Postes, seront reçues à Ottawa jusqu'à midi, vendredi, le 7 janvier, 1921, pour le transport des Mallets de St. Juste, sous les Conditions d'un Contrat pour un terme de quatre années 24 et 1 fois par semaine sur la route entre BERTHER en HAUT et LA STATION DU CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE, à commencer le 1er avril 1921 prochain.

Des avis imprimés contenant des renseignements plus détaillés au sujet des conditions du Contrat projeté peuvent être vus aux Bureaux de Poste de Berthier en HAUT et au Bureau de l'Inspecteur des Postes où l'on pourra aussi se procurer des formules de soumission.

Victor GAUDET, Inspecteur des Postes, Bureau de l'Inspecteur des Postes, Montréal, 25 novembre 1920.

## Frontenac I.P. ALE

Le public a très bien accueilli notre nouvelle bière, comme nous l'espérons d'ailleurs.

Une fois de plus la qualité caractéristique des bières Frontenac triomphe sur toute la ligne.

De l'avis de tous, en effet, notre ale est exquise, savoureuse; on la boit avec plaisir.

Elle se digère facilement, grâce à sa parfaite maturation.

Y AVEZ-VOUS GOUTÉ ?

LA BRASSERIE FRONTENAC LIMITEE

## Theatre Canadien-Français

Fred Lombard et Charles Schauten, Directeurs propriétaires

SEMAINE 2e SEMAINE

Première fois à Montréal

Comédie en 3 actes de Pierre Veber et Henry de Gorsa. Créée à Paris le 13 juin 1920.

## "LE CRI DU CŒUR"

CHARLES SCHAUTEN (Jacques Vernon)

JANE MAX (Régine de Roquetteville)

MADO DITZA (Jacqueline Varennes)

MM. G. Dauriac, H. Miral, P. Jacmin, P. Durand, E. Guimond, O. Berthiaume; Mmes Liane Salvoir, Em. Dohle, M. Thierry, G. Norac.

PREMIERE, LE 28 NOVEMBRE Soirée

"Je vous présente Mme Dupont, une femme charmante"

Comédie en 1 acte d'André Micho.

"THEODORE CHERCHE DES ALLUMETTES"

Comédie en 1 acte de Georges Courteline.

VUES ANIMEES.

## Theatre Canadien-Français

CE SOIR, SAMEDI, 27 NOVEMBRE, A 11 HRS 30

Seconde représentation de gala de

## "Maternité"

Pièce en 3 actes d'Eugène Brieux.

JUBILE LASSALLE

Les billets s'envolent rapidement chez Archambault pour la soirée du jeudi 16 décembre au Monument National à l'occasion du cinquantième anniversaire du professeur Eug. Lassalle qui fut comme on le sait, avant de se consacrer à l'enseignement de l'art dramatique et oratoire, un des plus brillants artistes de la scène française. Il joua pour la dernière fois dans sa carrière théâtrale d'un grand rôle dans "Ruy Blas" de Victor Hugo et dans "Les ouvriers" d'Eugène Manuel.

Il est admirablement entouré par des interprètes de grande valeur. Près de trente artistes paraîtront dans cette soirée de gala au milieu d'une mise en scène de costumes et de décors scrupuleusement historiques.

Nous rappelons que, quel que soit le nombre de demandes, il n'y aura qu'une seule représentation: celle de jeudi, le 16 décembre, qui aura lieu sous le patronage de M. Marcel de Verneuil et sous la présidence d'honneur de l'honorable L. A. David, secrétaire provincial.

THEATRE National

LUNDI, le 29 Novembre

2e SEMAINE de

## "Les Dopés"

pièce en cinq actes de M. Paul GURY.

avec la troupe du National en scène

Merveilleux effets de lumière, mise en scène et décors de toute beauté.

Votre dernière chance de voir

## "LES DOPES"

Pour DIMANCHE, le 28

2 charmantes comédies:

"IL OU ELLE"

en un acte d'André Mouëssy Eon.

"Le Coup de Minuit"

de Hughes Delorme et Francis Gully.

CHANSONS par Maurice CASTEL et M. Sargel.

Tom MIX dans "THE SPEED MANIAC" en six parties.

Une décapitante comédie en deux parties, Carter de Haven dans "AM I DREAMING?"



Mme Charlotte King Palmer, une femme qui a été assez fortunée pour se faire voir \$300,000 de bijoux.